

### **Enjeux économiques et sécuritaires de la production de gaz naturel en Méditerranée orientale**

Depuis 2009, l'activité d'exploration d'hydrocarbures *offshore* en Méditerranée orientale a permis la découverte de plusieurs gisements de gaz naturel et de nouvelles campagnes d'exploration sont en cours. La mise en production dépend en revanche de la rentabilité financière attendue, et notamment des possibilités de transporter le gaz vers des marchés de consommation attractifs.

Les relations entre les différents pays impliqués au niveau de la production et du transport (Égypte, Israël, potentiellement Chypre, Liban, Turquie et Grèce) posent des défis au parfait développement de cette filière.

#### **Rappels historiques**

Les premiers succès significatifs de l'exploration d'hydrocarbures *offshore* en Méditerranée orientale se sont produits entre 2009 et 2011, avec trois découvertes importantes : les champs *Tamar* et *Leviathan*, au large d'Israël, et *Aphrodite*, au large de la côte sud de Chypre, dans la zone économique exclusive (ZEE) de la République de Chypre (RC)<sup>1</sup>.

Est venu ensuite, en 2015, *Zohr*, le champ gazier géant au large des côtes de l'Égypte, considéré comme le plus important jamais découvert en Méditerranée, avec des réserves estimées à 850 milliards de m<sup>3</sup>. Il a fait l'objet d'une mise en service très rapide, dès la fin de 2017. D'autres gisements ont été mis au jour, au large de l'Égypte, dans les zones dénommées *West Nile Delta* et *Greater Nooros*.

En 2018, de nouvelles explorations ont été couronnées de succès au large de la côte sud de Chypre, dans le Bloc 6 (*Calypso-1*) et dans le Bloc 10 (*Glaucus-1*), dont les réserves sont en cours d'évaluation.

2018 a également marqué l'entrée en jeu du Liban, avec la signature de deux accords d'exploration et de production entre Beyrouth et un consortium international. Un deuxième *round* d'attribution de licences d'exploration et de production d'hydrocarbures *offshore* est prévu en 2019.

1. Sauf indication contraire, le mot « Chypre » dans cet encadré fait référence au nom de l'île et à la République de Chypre (RC), non reconnue par la Turquie. La République turque de Chypre du Nord, qui est seulement reconnue par la Turquie, est mentionnée comme RTCN.

### **Enjeux économiques**

Les découvertes n'ont de sens que si les réserves sont ensuite converties en capacités de production, elles-mêmes dépendantes du prix du gaz, de la disponibilité d'options d'exportation et de moyens de transport, ainsi que de la stabilité de l'environnement réglementaire, fiscal et politique des pays. En prenant en compte ces divers aspects, les enjeux économiques pour les trois pays principaux (Égypte, Israël et Chypre) diffèrent significativement.

L'Égypte bénéficiait d'une situation d'indépendance énergétique jusqu'à la fin de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle et pouvait même exporter du gaz grâce à deux usines de liquéfaction, situées à Idku et Damiette, ainsi qu'aux gazoducs la reliant à Israël (*East Mediterranean Gas - EMG*) et à la Jordanie (*Arab Gas Pipeline*). Par la suite, la réduction de la production et l'augmentation de la demande domestique l'ont rendue importatrice nette. La découverte de *Zohr* en 2015 a été donc accueillie très positivement et le lancement rapide du développement du champ a été rendu possible par l'existence d'une forte demande intérieure. La production de *Zohr* est l'un des facteurs principaux de la reprise économique du pays, avec une croissance du PIB réel pour l'année 2018 de 5,3 % selon les estimations de la Banque mondiale. Le Caire devrait recommencer à exporter du gaz de façon régulière en 2019, en utilisant l'infrastructure existante des terminaux de liquéfaction. Le pays aspire aussi à devenir un *hub gazier*, en centralisant des flux destinés à l'exportation en provenance d'Israël et de Chypre.

En Israël, le potentiel des différents champs dépasse la consommation locale. L'accès à des marchés étrangers est donc une condition nécessaire au plein développement de la production. Des accords ont été signés avec l'Autorité palestinienne et la Jordanie, mais ils rencontrent l'opposition des opinions publiques locales. La possibilité d'exporter du gaz d'Israël vers l'Égypte pour satisfaire la demande locale et/ou pour exporter le gaz vers les marchés internationaux à travers les terminaux GNL paraît plus prometteuse, en particulier depuis l'acquisition en 2018 d'une participation dans le capital du gazoduc EMG par l'entreprise *Noble Energy*, principale actionnaire du consortium qui gère le champ *Leviathan*.

Pour Chypre, du fait du faible potentiel de la demande domestique, l'existence de marchés d'exportation est une condition nécessaire pour la mise en production des découvertes gazières. Différentes hypothèses ont été étudiées : /...

- la construction d'un gazoduc vers l'Égypte dans le but d'utiliser les usines de liquéfaction pour réexporter le gaz vers les marchés internationaux sous forme de GNL. Ce projet a fait l'objet de plusieurs déclarations politiques, mais il se heurte au développement de la production égyptienne qui réduira la disponibilité d'utilisation des installations de GNL ;

- la construction d'une usine de liquéfaction a également été envisagée. Soit sous la forme d'un terminal *onshore*, construit sur la côte sud de Chypre, soit *via* une installation flottante (*Floating LNG*). Si transformer le gaz en GNL permet d'avoir accès au marché mondial, avec des cargaisons allant vers l'Europe, l'Asie ou l'Amérique du Sud, la faisabilité de cette option est actuellement rendue difficile par les coûts de construction élevés et par la surcapacité actuelle sur le marché du GNL ;

- le projet *Eastern Mediterranean Natural Gas Pipeline* (Israël-Chypre-Grèce-Italie), qui prévoit quant à lui de relier Israël et Chypre aux marchés européens, a été approuvé par la Commission européenne comme un projet d'intérêt commun, ce qui le rend ouvert à un financement de l'Union. Cependant, un tel projet est coûteux, techniquement difficile et pourrait causer de sérieux problèmes politiques avec la Turquie en raison de différends sur la délimitation maritime.

### **Enjeux sécuritaires**

L'exploitation et l'exportation des ressources gazières en Méditerranée orientale présentent de nombreux enjeux sécuritaires liés aux relations politiques instables entre les pays de la région et aux risques d'actions terroristes.

La localisation de certains champs pourrait réanimer des disputes pré-existantes au sujet de la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives (ZEE), notamment concernant la frontière maritime entre le Liban et Israël, qui n'a jamais été agréée officiellement. Des différends ne sont pas à exclure non plus au sujet de la délimitation des structures géologiques des gisements de gaz – notamment lorsqu'elles se situent près des limites des ZEE, puisqu'elles pourraient alors les chevaucher. Il est intéressant de noter que le champ *Zohr* se trouve dans la ZEE égyptienne, à seulement quelques milles de la ZEE de Chypre, et qu'*Aphrodite* est situé dans la ZEE de Chypre et se prolonge légèrement dans les eaux israéliennes. Dans le cas de réservoirs à cheval entre

différentes ZEE, il faudrait envisager une exploitation conjointe du champ, mais des tensions entre les pays concernés sont aussi à attendre.

Un cas particulièrement complexe concerne la Turquie, la République de Chypre (RC) et la République turque de Chypre du Nord (RTCN). Outre la question des délimitations maritimes illustrée par l'épisode de février 2018 qui a vu le navire de forage *Saipem 12000*, affrété pour effectuer des travaux sur le Bloc 3, au sud-est de l'île, être bloqué par un navire militaire turc et finalement contraint de quitter la zone, Ankara s'oppose plus généralement à toute activité de recherche et de production tant qu'aucun accord entre la RC et la RTCN n'est trouvé. La Turquie et la RTCN estiment que les éventuels revenus dérivant de la production d'hydrocarbures devraient être partagés entre toute la population de l'île de Chypre, ce qui implique une résolution du conflit entre la RC et la RTCN.

La situation d'Israël est aussi particulière. Les conflits persistants entre Israël et ses voisins – état de guerre formel avec le Liban, antagonisme avec le Hezbollah, tensions avec les Palestiniens, instabilité en Syrie – exposent les installations gazières à des risques d'attaques militaires ou terroristes. Ces mêmes risques d'attaques terroristes pèsent aussi sur les installations énergétiques en Égypte, pays qui connaît de façon régulière des actions menées par des groupes islamistes, présents notamment dans le Sinaï (région par laquelle transite le gazoduc EMG).

De manière générale, la prolifération de plates-formes d'extraction, de *pipelines*, de navires, voire de terminaux méthaniers implique une multiplication de cibles sensibles et des besoins de surveillance croissants. En Israël, par exemple, les champs de production sont situés dans des zones relativement proches des côtes. Ainsi, le champ *Tamar* est situé à 56 milles à l'ouest d'Haïfa et le champ *Leviathan* à 80 milles, près de la frontière avec le Liban. Le gaz de *Tamar* est transporté par *pipeline* jusqu'à Ashkelon, à quelques kilomètres de la frontière avec Gaza. Toutes ces installations industrielles sont donc exposées au risque d'attaques terroristes ou militaires de l'extérieur. Les risques de sabotage et de frappe militaire ou terroriste représentent ainsi de nouveaux défis pour les appareils de sécurité des différents pays, en particulier pour les forces navales.

/...

### **Conclusion**

La découverte et l'exploitation d'hydrocarbures seront un élément important de l'avenir des pays de la Méditerranée orientale. Ils pourront agir comme facteurs de coopération régionale tout comme alimenter des affrontements et ajouter des frictions à une région déjà volatile.

Dans ce cadre, l'UE a tout intérêt à promouvoir toutes les formes possibles de coopération régionale et à défendre son intérêt d'un point de vue énergétique, économique, comme politique. En ce qui concerne l'énergie, le gaz de la Méditerranée orientale peut renforcer sa sécurité et la diversification de l'offre pour un certain nombre d'États membres, en particulier dans l'Europe du Sud-Est et l'Europe centrale – des régions qui dépendent aujourd'hui presque exclusivement du gaz russe. Économiquement, les compagnies européennes sont les plus actives dans l'exploration et la production dans la région (notamment l'italienne *ENI*, la française *Total* et l'anglo-néerlandaise *Shell*) et il serait légitime de défendre leurs intérêts en cas de nécessité. Enfin, du point de vue politique, la République de Chypre est membre de l'Union européenne et la mise en valeur de ses réserves gazières représenterait un puissant atout de développement.

---

*Luca Baccharini*  
Chercheur associé à l'IRIS